

**Direction Interrégionale
des Services Pénitentiaires de Rennes
Département des Affaires Immobilières
18 bis, rue de Châtillon
CS 23131
35031 RENNES CEDEX**

**Maison d'arrêt de Rouen
Rénovation des espaces sanitaires
Division 1 et Division 3**

***CCTP LOT 04
REVETEMENTS DE SOLS ET MURAUX - PLAFONDS - PEINTURES***



SOMMAIRE

1	PRÉSENTATION	4
1.1	PRÉAMBULE	4
1.1.1	ZONE IMPACTÉE DIVISION 1	5
1.1.2	ZONE IMPACTÉE DIVISION 3	6
1.2	INTERVENANTS.....	7
1.3	CONNAISSANCE DES LIEUX.....	7
1.4	SOUS TRAITANCE	7
1.5	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES.....	7
1.6	NORMES, RÈGLEMENTS ET AVIS TECHNIQUES	7
1.7	PIÈCES PARTICULIÈRES.....	8
1.8	DÉPENSES DIVERSES	8
1.9	RÉGLEMENTATION PÉNITENTIAIRE APPLICABLE ET LEXIQUE :	8
2	OBSERVATIONS GÉNÉRALES	9
2.1	ÉTENDUE DES TRAVAUX.....	9
2.2	SITE OCCUPÉ.....	9
2.3	ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT	9
2.4	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR	10
2.5	COORDINATION.....	10
2.6	CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE	11
2.7	RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE.....	11
2.8	QUALIFICATIONS ATTENDUES (QUALIBAT OU ÉQUIVALENT) :.....	11
3	ORGANISATION DU CHANTIER.....	12
3.1	PERSONNEL ET RESPONSABLE	12
3.2	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	12
3.3	COMPTE RENDU DE CHANTIER.....	12
3.4	ORGANISATION – AIRE DE STOCKAGE	12
3.5	HYGIÈNE ET SÉCURITÉ	12
3.6	NETTOYAGE DE CHANTIER – ENVIRONNEMENT – PROTECTION DES PERSONNES	13
3.7	EVACUATION DES DÉCHETS.....	14
3.8	CAROTTAGES	14
3.9	TRAVAUX PRÉPARATOIRES.....	14
3.10	OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION	14
3.11	ESSAIS ET RÉCEPTIONS.....	15
3.11.1	AUTOCONTRÔLES	15
3.11.2	RÉCEPTION DES INSTALLATIONS	15
3.12	LEVÉE DE RÉSERVES ET GPA	15
4	TRAVAUX PRÉPARATOIRES.....	16
4.1	PRÉPARATION DE CHANTIER :	16
4.2	INSTALLATION D'UNE BASE VIE	16
4.3	ÉTUDES D'EXÉCUTION :	16
4.4	DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS DOE COMPLET YC FORMATION / TRANSMISSION DES INSTALLATIONS	17
4.5	NETTOYAGE QUOTIDIEN DU CHANTIER COMPRIS ÉVACUATION DES DÉCHETS.....	17
5	PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES.....	18
5.1	RÉSINE DE SOL :	18
5.2	PEINTURE RÉSINEUSE MURALE :	22
5.3	PEINTURE :	23

5.3.1	Sols et murs surfaces bétons :.....	23
5.3.2	Plafonds techniques et doublages :.....	24
5.3.3	Peinture sur métaux ferreux :.....	24
5.3.4	Peintures sur boiserie :.....	25
5.3.5	Retouches de peintures :	26

1 PRÉSENTATION

1.1 PRÉAMBULE

Situation & rappel du programme travaux

Avec le temps, les sanitaires font partie des locaux les plus touchés par l'usure et la dégradation. La DISP de Rennes doit effectuer des travaux de rénovation des espaces sanitaires des divisions 1 et 3.

Les installations techniques Courants Forts et Faibles, CVC, ECS/EFS sont à remplacer. Les espaces sanitaires sont à reprendre par la remise à neuf des mobiliers, cloisonnements, réseaux, revêtements sols et murs. Plusieurs diagnostics techniques font état d'une fragilité de la structure et de la nécessité de procéder à son renforcement.

Établissement concerné

La maison d'arrêt de Rouen est un établissement construit en 1863. Il présente une capacité théorique de 649 détenus pour une superficie totale de 24800m² tous locaux confondus.

L'établissement est ainsi constitué :

- Un bâtiment long de 120m, duquel converge en son centre, 3 autres bâtiments
 - o Division 1
 - o Division 2
 - o Division 3
 - o Quartier femmes
 - o Quartier mineurs
 - o Semi-liberté
- Les cours de promenades
- La zone administrative
- La cuisine, les ateliers
- Le chemin de ronde

Cet ensemble est circonscrit par un mur d'enceinte sur une parcelle de près de 4 ha.

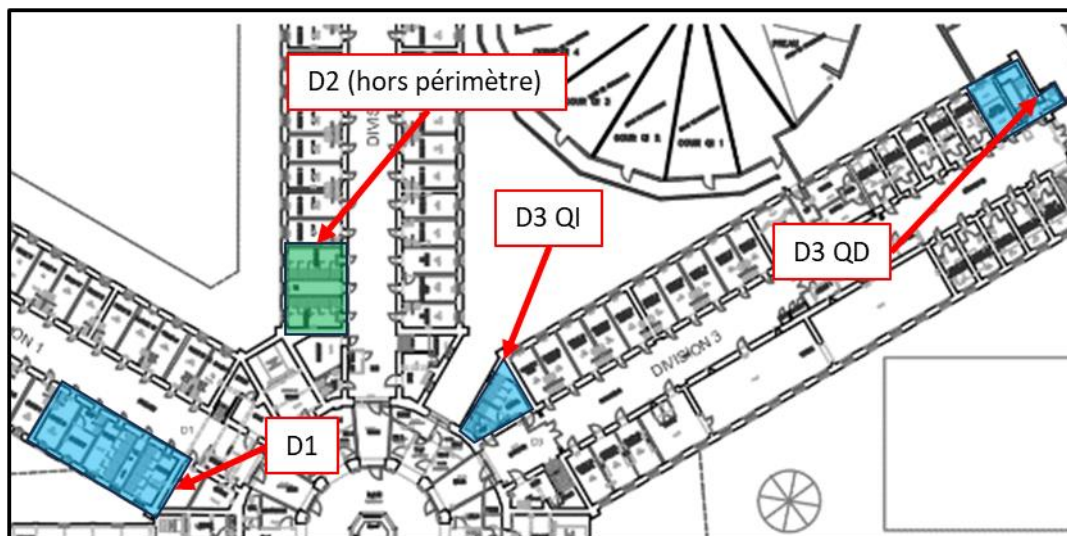
Cet ensemble s'inscrit dans un milieu urbain densifié à proximité de voies de communication importantes.

Périmètre des travaux

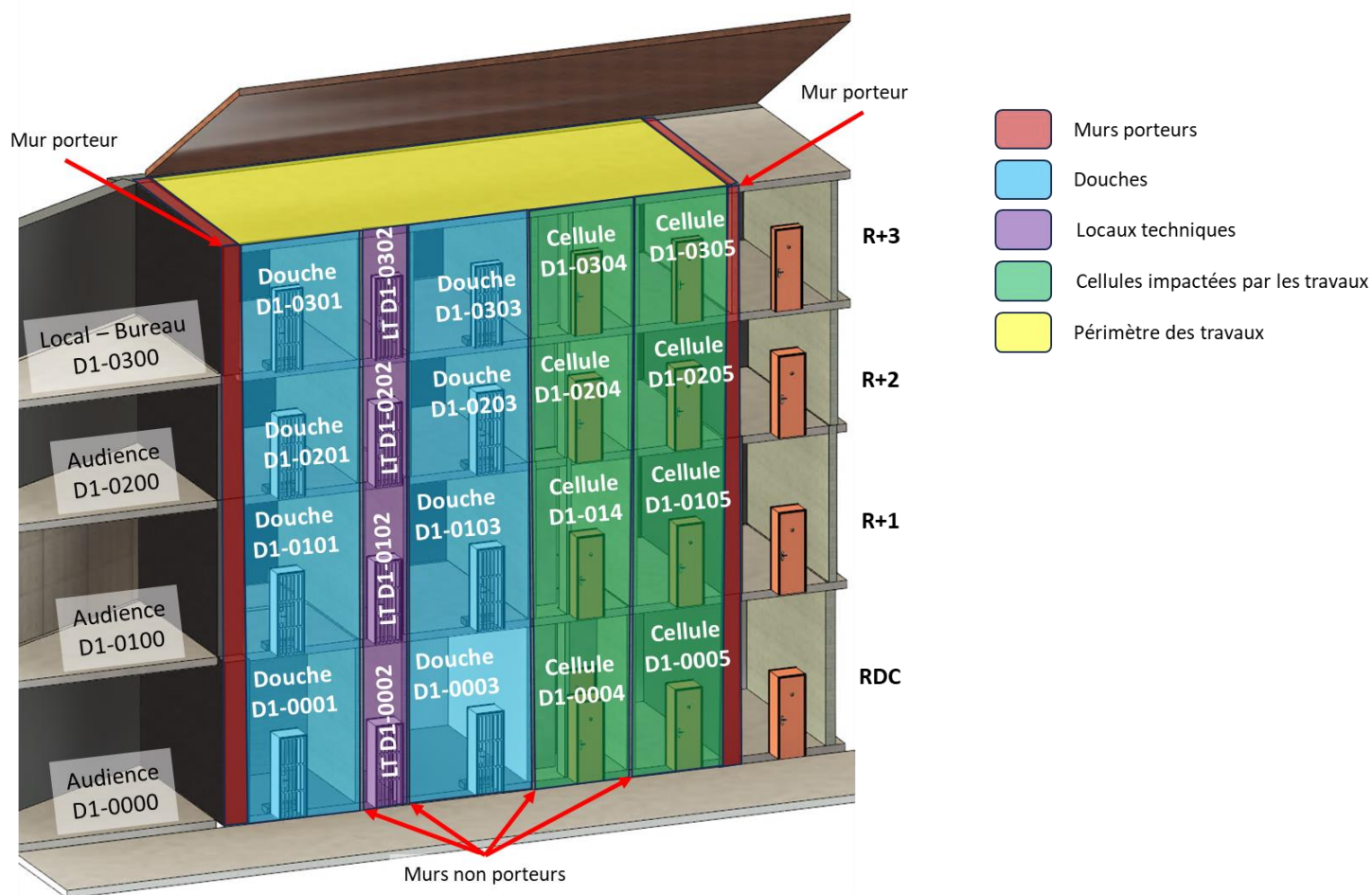
Les travaux ciblent plusieurs objectifs :

- La consolidation de la structure de la division 1
- La rénovation des espaces sanitaires en division 1 & division 3
- La sécurisation des espaces sanitaires en quartier QI & QD

- Douches Division 1 tous niveaux (Détenus ordinaires)
- Douches Division 3
 - o Quartier d'isolement au Rdc
 - o Quartier Disciplinaire au Rdc
 - o Détenus ordinaires au R+2

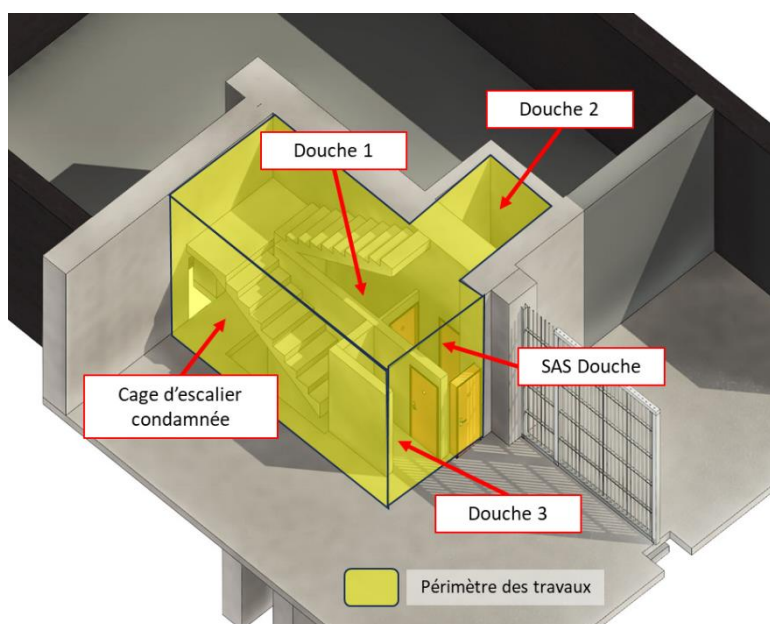


1.1.1 ZONE IMPACTÉE DIVISION 1

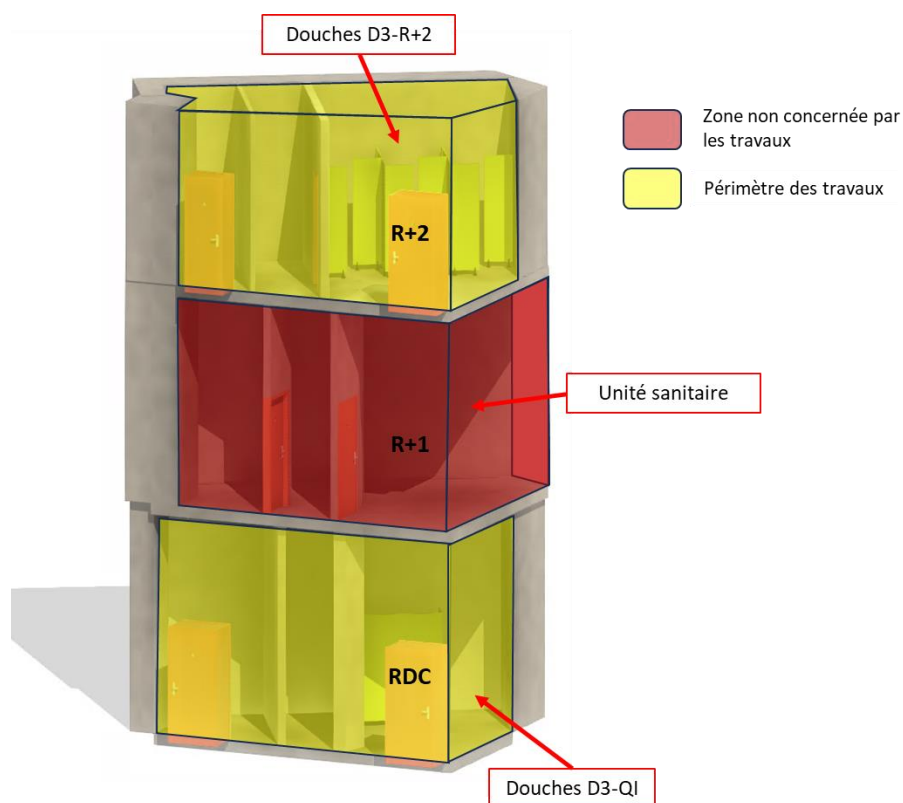


1.1.2 ZONE IMPACTÉE DIVISION 3

RDC QD (Quartier Disciplinaire)



RDC QI (Quartier d'Isolement) et R+2 (Détection ordinaire)



1.2 INTERVENANTS

Désignation	Intervenant	Représentant	Contact
Maître d'ouvrage	Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Rennes Département des Affaires Immobilières Cellule Maintenance 18 bis, rue de Châtillon CS 23131 - 35031 RENNES CEDEX	David THOMAS	☎ 02.56.01.66.65 ✉ david.thomas@justice.fr
Exploitant	Maison d'arrêt 169 Bd de l'Europe 76000 Rouen	Jérémie GOLYNSKI	☎ 02.32.18.01.00 ✉ jeremie.golynski@justice.fr
Maître d'œuvre	MLC FACILITIES 7 rue A. Fleming – 21121 AHUY	Mathias LOICHOT	☎ 06.11.51.96.96 ✉ Mathias.loichot@mlc-facilities.fr
Bureau de Contrôle			☎ ✉
CSPS			☎ ✉

1.3 CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire du présent marché et ses éventuels sous-traitants sont tenus de connaître les lieux et ne sauraient se prévaloir ultérieurement d'une connaissance insuffisante du site et de tous les éléments locaux existants tels que nature des sols, moyens d'accès, sécurité, état des installations existantes, etc.

Sauf avis contraire du règlement de consultation, la visite est obligatoire (se reporter au règlement de consultation pour les modalités de visite).

1.4 SOUS TRAITANCE

La sous-traitance d'une partie de lot n'entrant pas dans la compétence de l'entreprise est soumise à l'agrément préalable du Maître de l'Ouvrage, qui le notifie à la Maîtrise d'œuvre. Elle ne dégage pas l'Entrepreneur de sa responsabilité de l'ensemble des travaux.

1.5 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

L'Entrepreneur doit des ouvrages offrant une parfaite finition et reste seul responsable de l'exécution des travaux inclus dans le présent lot, ainsi que leur tenue dans le temps. Dans son offre, l'Entrepreneur aura prévu la totalité des équipements nécessaires au bon fonctionnement de ses installations. Chaque entreprise doit son propre nettoyage et l'évacuation des gravats aux décharges publiques. Les Entrepreneurs ne pourront se prévaloir d'erreur ou d'omission dans le présent cahier des charges pour proposer ou exécuter une prestation incomplète et non conforme aux règles de l'Art et différents règlements et avis techniques. Dans tous les cas, l'interprétation finale appartiendra à la Maîtrise d'œuvre.

1.6 NORMES, RÈGLEMENTS ET AVIS TECHNIQUES

Les travaux devront, pour tous les intervenants, être exécutés conformément aux textes officiels, normes, règlements, DTU, préconisations des fabricants, avis techniques et règles de l'Art en vigueur.

Il sera fait application des textes suivants (liste non exhaustive) :

- Le R.E.E.F. du C.S.T.B ainsi que les DTU et ses mises à jour à la date du marché.
- Le règlement d'accessibilité & de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public.
- Le code du travail, et notamment en ce qui concerne la sécurité des accès et d'entretien du matériel.
- Tous les appareils installés seront soumis à la norme française en vigueur ainsi qu'aux normes et directives européennes en vigueur.

1.7 PIÈCES PARTICULIÈRES

Le présent dossier de consultation des entreprises est composé :

- Du présent CCTP,
- D'une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire,
- D'un cahier de plans et d'un planning prévisionnel de phasage des travaux,

1.8 DÉPENSES DIVERSES

Les frais occasionnés par la consommation d'eau et d'électricité pour les besoins du chantier seront à la charge de l'Exploitant.

1.9 RÉGLEMENTATION PÉNITENTIAIRE APPLICABLE ET LEXIQUE :

- Arrêté du 29 décembre 2016 relatif à l'accessibilité des établissements pénitentiaires existants aux personnes handicapées
- Arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle
- Circulaire de la DAP n° 700020 du 12 janvier 2007 relative à l'application de l'arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle

DAP - Direction de l'Administration Pénitentiaire :

Placée sous l'autorité du garde des Sceaux depuis 1911, l'administration pénitentiaire est l'une des cinq directions du ministère de la Justice.

MA - Maison d'arrêt :

Prison - Établissement pénitentiaire recevant les prévenus (détenus en attente de jugement) et les condamnés dont le reliquat de peine est inférieur à un an.

PEP :

Poste d'Entrée Principal ou Porte d'Entrée Principale

PCI :

Poste de Centralisation de l'Information

SAS ou Effet de SAS :

Ce sont les deux portes d'un sas qu'on ne peut ouvrir qu'alternativement, jamais les deux à la fois. Système de franchissement verrouillable ou déverrouillable à distance selon le besoin des mouvements de détenus

2 OBSERVATIONS GÉNÉRALES

L'ensemble des spécifications et prescriptions techniques définies ci-après s'applique pour l'ensemble des articles des présents CCTP-DPGF. Les compléments descriptifs au sein de chaque article viennent en complément de ces prescriptions.

L'entreprise devra donc incorporer dans son prix unitaire de chaque article les prestations décrites ci-après. Sauf stipulations expresses au présent descriptif, les travaux seront conformes à l'ensemble des règles, D.T.U, cahiers des charges du C.S.T.B, normes en vigueur à la signature des marchés, ainsi qu'à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur applicables à l'Ouvrage objet du présent CCTP.

2.1 ÉTENDUE DES TRAVAUX

D'une manière générale, l'entrepreneur doit la réalisation de tous les ouvrages tels qu'indiqués aux plans et au présent CCTP. Il doit également tous les travaux qui, bien que non explicitement décrits, découleraient d'une façon logique des prestations dues ainsi que la mise en œuvre de tous les ouvrages et accessoires nécessaires à la bonne finition de ses travaux.

Tout travail produisant un bruit important fera objet de coordination avec l'équipe de maîtrise d'œuvre, le maître d'ouvrage et le CSPS. L'Entrepreneur est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

2.2 SITE OCCUPÉ

L'entreprise est tenue de se faire confirmer auprès de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage, toutes les informations concernant le phasage des travaux, le balisage, les barrières délimitant les zones publiques, des zones de chantier.

Les travaux seront réalisés en site occupé. Toutes les dispositions devront être prise pour permettre l'exploitation de l'établissement, en limitant les nuisances et en maintenant l'établissement en sécurité. Il est entendu que tout ou partie des travaux pourront s'exécuter en horaires décalés.

Étant donné la sensibilité de l'établissement, le Maître d'Ouvrage pourra décaler une intervention si cela s'avère nécessaire, pour la sécurité du site.

Les plans d'exécution devront être visés par la maîtrise d'œuvre, et le bureau de contrôle, avant toute intervention.

L'entreprise devra un nettoyage quotidien.

Les références techniques du matériel proposé par le présent lot devront être visées par la maîtrise d'œuvre avant toute commande.

Sauf livraisons encombrantes, à ce jour, les véhicules ne pourront pas rentrer dans l'enceinte de la maison d'arrêt.

Les travaux préparatoires se feront dans les sous-sols ou à l'extérieur de la maison d'arrêt (zone neutre).

2.3 ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT

L'entreprise devra présenter une liste du personnel susceptible d'intervenir dans l'établissement dès que possible.

L'accès de chaque intervenant est soumis à l'approbation du chef d'établissement. Ainsi, préalablement à chaque intervention, l'entreprise fournira :

- L'identité de chaque intervenant
- La lecture et l'approbation du cadre de sûreté et de ses annexes
- La nature des prestations à réaliser
- L'inventaire écrit complet des trousseaux à outils et des matériels à faire entrer dans l'établissement
- Les véhicules n'auront pas accès à l'intérieur de l'établissement, sauf cas exceptionnel de livraison / évacuation de matériels. Pour ce faire, la carte grise devra être fournie préalablement dans les mêmes délais.

Si l'accès du personnel est renouvelable concernant son identité, la partie matérielle est à renseigner dans une fiche d'intervention chaque semaine, en prenant en compte que la première demande pourra être validée sous deux semaines.

Les plannings de coupure de réseaux, de livraison, ou d'intervention exceptionnelle seront fournis dans les mêmes délais.

À noter que dans ce type d'établissement la sécurité de tous est prioritaire, le maître d'ouvrage et plus particulièrement le chef d'établissement pourra décider d'annuler ou décaler n'importe quelle tâche ou intervention. Ces dispositions sont réputées incluses dans l'offre de l'entreprise.

2.4 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément au Dossier de Consultation des Entreprises.

L'Entrepreneur est tenu, pour la remise de son prix forfaitaire, en fonction de son bordereau de prix descriptif, de lire très attentivement toutes les dispositions des articles du CCTP tous corps d'état qui sont applicables au présent lot.

Il devra remettre un prix forfaitaire comprenant, outre ce qui est décrit dans les bordereaux de prix descriptifs, tout le matériel, les fournitures, les ouvrages de toutes nature et la main d'œuvre pour livrer un ouvrage entièrement terminé quant à sa partie spécialisée et décrit dans son lot.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix.

Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

L'Entrepreneur devra se renseigner auprès du Maître d'Œuvre pour tout ce qui lui paraît douteux ou incomplet.

Il est spécifié que le prix remis par l'Entrepreneur devra être invariable et qu'il ne pourra arguer d'une omission ou erreur, soit au bordereau de prix, descriptif ou autres pièces, soit de sa part, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, ou pour se dispenser d'exécuter un ouvrage de sa spécialité nécessaire pour la finition parfaite et la stabilité des existants selon les règles de l'art des travaux projetés.

Dans la description qui va suivre, le Maître d'Œuvre s'est efforcé de renseigner l'Entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif.

2.5 COORDINATION

Une parfaite collaboration devra exister avec l'ensemble des compagnons, co-traitants, et sous-traitants éventuels. Les informations quant à l'étendue des travaux précités seront données pendant la phase

chantier. L'Entrepreneur devra vérifier toutes les cotes et implantations sur le chantier, pour toutes les réservations et fixations nécessaires.

L'Entrepreneur sera seul responsable des erreurs qu'il aurait constatées et non dénoncées aux intéressés, ainsi que les modifications qu'entraîneraient pour lui ou pour un quelconque corps d'état un oubli ou l'inobservation de cette clause.

2.6 CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

À Compter de la remise de l'ordre de service, et de la première réunion de démarrage et de préparation, l'Entrepreneur doit s'assurer de l'état des ouvrages sur lequel il doit œuvrer. Toutes dispositions non conformes aux prescriptions de son marché ou plans seront précisées par écrit à la maîtrise d'œuvre.

Tous les appareillages seront fixés à l'aide de vis INOX inviolables. L'outil adapté sera fourni à l'établissement.

Note : dans certaines zones les plafonds métalliques sont solidarités ils devront être remis à l'état initial à l'issue des travaux

Une attention particulière sera portée aux nuisances sonores et aux poussières (sas de protection, polyane, linge humide ect...).

2.7 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE

En toutes circonstances, l'Entrepreneur demeure seul responsable de tous dommages ou accidents causés lors de l'exécution de ses travaux, résultant, soit de son propre fait, soit de son personnel.

Pendant l'ensemble de la durée des travaux, l'entreprise sera responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillage et installation de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destructions se produisent pendant le cours des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés d'une entreprise, soit du fait des personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient aux entrepreneurs responsables des lieux, des matériaux, des matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages effectués, d'en rechercher et poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations.

En outre, les entrepreneurs devront, avec toutes les précautions nécessaires, le déplacement et le stockage à l'intérieur de l'établissement (à un emplacement déterminé par le Maître d'Œuvre en accord avec le Chef d'établissement) du mobilier, le démontage et le stockage des stores, rideaux, luminaires, etc...leurs protections, leur nettoyage lors du remontage, de la repose ou de la remise en place.

Ils sont tenus de remettre en état ou de réparer ou de remplacer à leurs frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf leurs recours éventuels contre tout tiers responsable, le Maître d'Ouvrage demeurant en toute hypothèse, complètement étranger à toutes contestations ou répartitions des dépenses. Ils devront également prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident de personne, sur ou aux abords du chantier.

Aucune indemnité ne peut être allouée aux entrepreneurs pour les pertes, avaries, dommages dus à leur négligence, leur imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou les fausses manœuvres.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, les entrepreneurs doivent protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaire pour le Maître d'Ouvrage.

2.8 QUALIFICATIONS ATTENDUES (QUALIBAT OU ÉQUIVALENT) :

Peinture Industrielle : 6133

Revêtements Coulés à Base de Résine de Synthèse : 6234

Revêtements coulés à base de liants hydrauliques : 6242

Carrelages – Travaux d'Étanchéité : 6323

Plafonds suspendus modulaires et tendus : 6612

3 ORGANISATION DU CHANTIER

3.1 PERSONNEL ET RESPONSABLE

L'Entreprise doit nommer un responsable de projet qui reste informé de toutes les phases du montage. Le responsable du chantier assiste à toutes les réunions de chantier. L'Entreprise maintient sur le chantier un chef responsable qui est continuellement présent sur le site pendant les heures de travail.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement de l'une ou de ces deux personnes s'il estime que leur travail ne donne pas satisfaction.

Le personnel responsable doit faciliter la visite du chantier par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre, sur simple demande de ceux-ci.

3.2 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Un rendez-vous général de chantier aura lieu à une fréquence définie par le Maître d'œuvre en fonction de la nécessité, au jour et à l'heure qui seront arrêtés d'un commun accord à l'ouverture du chantier.

Il est obligatoire et tous les Entrepreneurs sont tenus d'y assister ou de s'y faire représenter par un Conducteur de Travaux qualifié et permanent, ayant pouvoir de décision.

Tout Entrepreneur absent sans raison valable et sans autorisation préalablement fournie par le Maître d'Œuvre supportera une retenue sur le montant de son Marché, par absence.

Ces retenues seront comptabilisées par le Maître d'Œuvre à chaque rendez-vous et la déduction sera automatiquement appliquée sur les comptes définitifs de fin de chantier.

En complément des rendez-vous de chantier usuels, une réunion spécifique sera réalisée avant le démarrage de chaque phase importante ou cruciale. La présence de l'ensemble des interlocuteurs sera indispensable.

3.3 COMPTE RENDU DE CHANTIER

Les rendez-vous de chantier feront l'objet de procès-verbaux établis et diffusés à l'Entreprise par le Maître d'Œuvre.

Ces comptes-rendus, numérotés, prennent un caractère contractuel et devraient éviter toutes correspondances parallèles.

Le titulaire du présent lot devra veiller à faire figurer au compte-rendu de chantier toutes les modifications apportées au CCTP et toutes les observations qui pourraient servir à la conduite ou aux règlements ultérieurs de travaux.

3.4 ORGANISATION – AIRE DE STOCKAGE

Les aires de stockage seront impérativement implantées sur les zones qui seront réservées à cet effet.

Aucun stockage de matériel ne sera admis en dehors des zones où il est prévu d'être installé.

Dans tous les cas, celui-ci devra être fait de façon à ne pas perturber l'exploitation du site.

Les délais d'intervention pour le présent lot sont consignés dans le planning de l'opération, tout dépassement de ces délais entraînerait l'application des pénalités prévues au CCAP.

3.5 HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

PRESRIPTIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ DES TRAVAILLEURS

L'opération est soumise à l'observation de la réglementation en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Chantiers de bâtiment et de génie civil « d'entretien usuel » :

Le décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité est applicable. Il prévoit l'établissement d'un plan de prévention.

Chantiers de bâtiment et de génie civil dits « clos et indépendants » :

Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, pris en application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 est applicable.

L'entreprise tiendra compte de l'intervention et des prescriptions éventuelles du coordinateur santé-sécurité, en application des textes précités.

ÉVALUATION DES RISQUES POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

En cas de présence de plomb, d'amiante ou de toute autre substance dangereuse, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires afin d'assurer la protection des travailleurs, conformément notamment :

- Au décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs (article L230-2 du code du travail). Applicable à partir du 8 novembre 2002.
- A la circulaire n° 6 DRT du 18 avril 2002 – application du décret n° 2001-1016 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.
- L'entreprise doit s'informer auprès du chef d'établissement en se faisant remettre notamment la fiche récapitulative du DTA (en cours de diagnostic)
- L'entreprise titulaire du marché devra disposer de l'accréditation d'intervention en sous-section 4, et avoir le personnel habilité pour les interventions sur l'amiante en sous-section 4.
- L'entreprise devra au préalable sur d'autres chantiers avoir réalisé des chantiers tests valides pour les types d'interventions qu'elle réalisera sur ce chantier
- L'entreprise en charge des travaux sur les matériaux amiantés devra prendre connaissance du PGC annexe, et respectera l'ensemble des prescriptions décrites dans le Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Dans le cadre des opérations susceptibles d'exposer son personnel aux poussières de plomb, elle devra impérativement prendre les précautions précisées dans le pgc et fournir un mode opératoire détaillé de ses interventions.
- Les revêtements en peinture sont supposés contenant du plomb en teneur nécessitant des précautions pour les opérateurs, en l'attente du diagnostic plomb qui sera joint au dossier de consultation dès que possible.

3.6 NETTOYAGE DE CHANTIER – ENVIRONNEMENT – PROTECTION DES PERSONNES

Nettoyage de chantier

- L'entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- L'entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le MOE ou à la décharge publique.
- L'entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et la remise en état des installations qu'ils a salies ou détériorées.
- L'entreprise a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques, au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Protection des biens et de l'environnement

- L'entreprise prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute dégradation des voiries, édifices, biens et de l'ouvrage jusqu'à la réception sans réserve des travaux.
- L'entreprise doit toutes les dispositions et sujétions relatives à la protection de l'environnement. En cas d'atteinte à l'environnement ou de dégradation, l'entreprise supporte tous les frais de nettoyage, dépollution et remise en état.

- L'entreprise doit la réfection à l'identique de toutes les parties de voies, édifices publics ou privés endommagés par suite de l'exécution des travaux.
- L'entreprise doit la réfection dans les règles de l'art de toute partie de l'ouvrage objet du présent marché endommagée par suite de l'exécution des travaux.

Protection des personnes

- L'entreprise doit assurer la sécurité des biens et des personnes conformément à la réglementation en vigueur, aux directives de la CARSAT, de l'OPPBT. Toutes les sujétions qui en découlent sont réputées incluses dans les prix.
- L'entreprise rédige un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) conforme aux directives ci-dessus et le soumettre à l'avis des organismes concernés par la sécurité et la santé au travail.
- L'entreprise rédige un dossier spécifique COVID-19 tenant compte de toutes les prescriptions de l'OPPBT. Il sera soumis au MOE, et CHSCT de l'Université de Franche Comté.

D'une manière générale, toute disposition visant à éviter tout affaissement, mouvement, désordre des ouvrages mais également la chute de matériel, du personnel sera à prévoir à ses frais. Tous ces matériels et dispositifs relèvent de l'entière responsabilité de l'entreprise.

3.7 EVACUATION DES DÉCHETS

Chaque entrepreneur procède au tri de ses déchets de construction et se charge de leur évacuation. La location des bennes, l'enlèvement et le transport sur les sites susceptibles de recevoir les déchets, sont à la charge de l'entreprise.

3.8 CAROTTAGES

Les carottages et percements sont à prévoir par le présent Lot. Les demandes de réservations seront à fournir au lot Maçonnerie au moins un mois avant l'exécution des travaux concernés. En l'absence de demande en temps et en heure ils seront assumés par le présent lot.

3.9 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Prestations à la charge du présent lot

Les prestations à la charge du titulaire comprendront implicitement :

- La réception de l'état des supports en présence du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ayant réalisé les supports.
- Le transport et l'amenée à pied d'œuvre de tous les matériaux, produits et matériels nécessaires à la réalisation des travaux.
- Les échafaudages et plates-formes pour travaux en hauteur.
- Le nettoyage des supports et l'enlèvement des déchets.
- La mise en peinture des surfaces de référence et des éprouvettes.
- Les travaux de préparation des surfaces à revêtir.
- Les mises en peintures.
- Les sujétions imposées par les impératifs des autres corps d'état.
- Le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception, sans aucune tache ou autres.
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception.
- L'enlèvement hors du chantier de tous les déchets et gravois en provenance de ces travaux.
- Toutes autres prestations et fournitures accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite des ouvrages du présent lot.

3.10 OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION.

Ces dispositions porteront sur la reconnaissance des ouvrages exécutés, les épreuves et essais.

En tout état de cause, la réception ne pourra être prononcée si la sécurité des intervenants ne peut être assurée ou si les installations ne sont pas exploitables.

3.11 ESSAIS ET RÉCEPTIONS

3.11.1 AUTOCONTRÔLES

Préalablement à la réception des installations, l'entreprise réalisera les essais de tous les équipements mis en œuvre et fournira ses autocontrôles justifiant le fonctionnement des appareils et des installations mis en œuvre, conformément à la demande.

La transmission des installations Fourniture d'un carnet d'autocontrôles fonctionnement justifiant le bon fonctionnement des installations.

3.11.2 RÉCEPTION DES INSTALLATIONS

La réception des installations aura pour but d'évaluer la conformité des travaux réalisés en accord avec les spécifications techniques, règles de l'art et normes en vigueur.

Cette réception sera effectuée en présence du Maître d'Ouvrage ou de son représentant et fera l'objet d'un PV de réception des installations.

L'ensemble des travaux effectués seront contrôlés :

- Cheminements ajoutés et réutilisés
- Quantitatifs installés
- Respect des spécifications de pose et de raccordement
- Conformité des restitutions coupe-feu
- Installations au regard de la réglementation
- Dossier des ouvrages exécutés
- Repérage durable de l'installation
- Transmission des installations et formation du personnel en charge de sa maintenance

3.12 LEVÉE DE RÉSERVES ET GPA

Lors de l'émission du PV de réception, un délai de levée des réserves constatées sera défini.

Une visite de levée de réserve aura lieu en présence du Maître d'Ouvrage ou de son représentant afin de constater l'achèvement complet des travaux.

Après émission du rapport final des organismes de contrôle, au PV de réception du Maître d'œuvre, tous les travaux nécessaires et complémentaires à la levée des réserves seront à la charge du titulaire.

Il est rappelé que l'obligation de résultat de l'entrepreneur (principal ou sous-traitant, article 1147 du code civil) persiste pour les désordres réservés jusqu'à la levée des réserves, même après l'expiration de la garantie de parfait achèvement.

4 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

4.1 PRÉPARATION DE CHANTIER :

Préalablement à toute intervention, l'entreprise fera un constat portant sur l'état des bâtiments et aménagements. À ce constat sera annexé un reportage photographique permettant d'en visualiser l'état. Toutes les dégradations constatées après intervention du présent lot seront réparées par, ou à la charge du présent lot.

Également, l'entreprise sera tenue de réaliser l'ensemble des repérages nécessaires permettant de réaliser ses ouvrages, comprenant les opérations de manutention et mesures conservatoires :

- Consignation installations existantes, signalisation et balisage
- Repérage des installations
- Organisation des travaux, manutention et mesures conservatoires

4.2 INSTALLATION D'UNE BASE VIE

Le stockage des fournitures se fera aux risques et périls de l'entreprise et sur des zones définies par l'établissement. La possibilité de l'utilisation des sanitaires de l'établissement par les ouvriers impose à l'entrepreneur la nécessité de veiller à ce que les sanitaires ne subissent pas de détérioration ou ne soient pas salis anormalement par le personnel de l'entreprise.

De ce fait, à ce jour et sauf avis contraire au démarrage des travaux, l'entreprise prévoira la mise en place :

- D'un bungalow servant de vestiaire et réfectoire
- D'un bloc sanitaire
- D'un volume de stockage et d'une benne à gravats.

Cette base vie devra être installée par le présent lot en dehors de la zone de travaux, à un emplacement à définir en phase de préparation. Elle disposera de vestiaire, sanitaires et point d'eau, d'un espace de restauration. Les aires de stockage seront implantées et délimitées à proximité. Aucun autre point de stockage tampon ne sera mis à disposition des entreprises au sein des zones de détention. À ce titre, l'entrepreneur titulaire du présent lot se rapprochera de la mairie afin d'obtenir les autorisations nécessaires.

4.3 ÉTUDES D'EXÉCUTION :

Pendant la période de préparation et avant toute mise en œuvre et fabrication, l'entreprise fournira son dossier d'exécution complet incluant les plans et documents d'exécution nécessaires à la réalisation des travaux, afin de recevoir l'approbation de l'équipe de Maitrise d'Œuvre et de la Maitrise d'Ouvrage.

L'acceptation par le Maître de l'Ouvrage du projet présenté, ainsi que de tous les calculs et dessins graphiques s'y rattachant, ne diminue en rien la responsabilité de l'Entrepreneur, qui reste soumis à une obligation de résultat. L'entrepreneur contrôlera les cotes exactes en situation et sera tenu d'adapter ses ouvrages en conséquence après signalement au Maître d'Œuvre.

Le dossier d'exécution devra être fourni dans son intégralité pendant la période de préparation.

- Plans d'implantation
- Plan de réservations
- Coupes
- Planning
- Notes de calculs
- Présentation au bureau de contrôle

L'entreprise proposera un planning d'intervention détaillé en accord avec le phasage des travaux défini.

4.4 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS DOE COMPLET YC FORMATION / TRANSMISSION DES INSTALLATIONS

2 semaines avant les OPR, l'entreprise fournira le DOE récapitulant l'ensemble des ouvrages mis en œuvre et les plans de recollement des nouveaux réseaux en 3 exemplaires papier + 1 version sur clé USB. Ce dossier sera préalablement transmis au MOE pour validation avant envoi au MOA.

Il comprendra tous les éléments nécessaires à la bonne compréhension de l'installation, son utilisation, sa maintenance et son évolution future, à minima :

- Plans complets des installations aux formats .pdf et .dwg
- Procès-verbal de classement au feu des matériaux
- Fiches techniques des équipements installés
- Notices d'entretien
- Notes et calculs techniques
- Notice de transmission des installations

4.5 NETTOYAGE QUOTIDIEN DU CHANTIER COMPRIS ÉVACUATION DES DÉCHETS

Le nettoyage des ouvrages sera réalisé à l'issue de chaque prestation / zone d'intervention.

Le nettoyage intérieur, concerne (liste non limitative) :

- L'ensemble des menuiseries extérieures et intérieures,
- L'ensemble des vitres
- L'ensemble des sols
- Les revêtements verticaux y compris la faïence,
- La quincaillerie : bouton de portes, béquilles, etc...,
- L'appareillage électrique,

NOTA IMPORTANT :

Si le nettoyage est jugé insuffisant lors de la réception de l'ouvrage, le Maître d'œuvre pourra, s'il juge nécessaire, faire réaliser les travaux complémentaires de nettoyage par une entreprise spécialisée et ce, à la charge exclusive de l'entreprise titulaire du présent lot.

5 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Les travaux ont pour objectifs principaux :

- La reprise intégrale (tous corps d'état confondus) des locaux sanitaires de la Division 1 par la démolition et reconstruction des murs et planchers au droit de la zone concernée, pour un réaménagement des locaux à l'identique et un dimensionnement des installations adapté
- La réfection et le réaménagement des espaces sanitaires de la Division 3 (QD, QI et R+2) pour un assainissement des locaux et un meilleur système fonctionnel. L'entreprise titulaire du présent lot devra impérativement prendre connaissance de l'entièreté des documents de l'appel d'offre et des documents transmis ultérieurement.

Le planning et le phasage de travaux ont été établis en phase étude et validés par l'ensemble de l'équipe, en vue de la réalisation des travaux par une entreprise sachante. Elle réalisera donc toutes études complémentaires qui lui apparaîtraient nécessaires. Elle ne pourra se prévaloir d'une quelconque imprécision ou omission pour remettre en cause le caractère forfaitaire de son offre.

5.1 RÉSINE DE SOL :

Les travaux consistent à assurer l'étanchéité complète des sols dans les espaces concernés, par l'application d'une résine étanche. La résine sera de type SIKA EPOXY FLOOR EQC4 de chez SIKA ou techniquement équivalente. L'épaisseur du revêtement sera de minimum 4mm.

La mise en œuvre devra être réalisée par une entreprise qualifiée et assurée pour ce type de travaux.

Étanchéité :

L'étanchéité des sols par la résine sera assurée par l'entreprise et sera conforme aux normes en vigueur, avec les spécificités suivantes :

- Recouvrement total du sol avec une application continue de la résine, incluant les remontées en plinthes contre les murs existants afin d'assurer une parfaite étanchéité à la jonction sol-mur.
- La résine utilisée devra être résistante aux produits chimiques, à l'usure et offrir une grande durabilité.
- Classement au feu : la résine devra respecter la classe M2 (Bfl-S1 minimum), garantissant une faible inflammabilité.
- Finition : la surface sera lisse et homogène, assurant une facilité d'entretien.

Conditions d'application :

- Les supports devront être parfaitement propres, secs, et dépoussiérés avant l'application des produits. L'entreprise devra réaliser une aspiration totale de la zone de travaux pour éliminer un maximum de fines poussières.
- Les produits utilisés devront être conformes aux normes en vigueur, notamment pour la résistance aux agressions extérieures et la sécurité incendie.
- Les températures d'application devront être comprises entre 10°C et 30°C, avec une hygrométrie contrôlée pour garantir l'adhérence et l'efficacité des produits.
- Des tests d'humidité dans les parois devront être réalisés avant toute pose de revêtement de finition, si les résultats suite au test d'humidité ne sont pas satisfaisants, l'entreprise devra traiter les locaux pour réévaluer le taux d'humidité jusqu'à obtenir des données acceptables respectant les conditions de mise en œuvre.

Contrôles et réception :

- L'entrepreneur fournira les fiches techniques et certificats de conformité des produits avant leur mise en œuvre.
- Un contrôle visuel de la continuité de l'étanchéité sera effectué en fin de chantier.

- La réception des travaux se fera après vérification de la bonne application des produits et de leur efficacité à garantir l'étanchéité des surfaces traitées.

Ce système bénéficiera des homologations et caractéristiques suivantes :

- Avis Technique avec classement UPEC U4, P4, E2/3, C2 (usage piétonnier)
- Adhérence sur support humide selon norme NF EN 13 578
- Marquage CE – Déclaration des performances selon norme EN 13 813
- Marquage CE – Déclaration des performances selon norme EN 1504-2
- Usine de Production certifiée ISO 9001 et ISO 14001
- Réaction au feu Bfl-S1 selon norme EN 13501-1
- Essai de résistance à la glissance INRS - $\mu d > 0,30$
- Emission Air Intérieur - Classement A+
- Fiche FDES selon norme NF P 01-010

Le système sera constitué des couches suivantes :

- Une couche de primaire époxydique sans solvant à raison de 0,35 Kg/m²
- Un coulis de résine chargé jusqu'à 1/1 avec quartz, à raison de 2 kg/m².
- Un saupoudrage à refus de quartz à raison de 4 à 5 kg/m²
- Un coulis de résine chargé à 1/1 à raison de 2,4 kg/m²
- Un saupoudrage à refus de sable coloré à raison de 4 à 5 kg/m²
- Une couche de fermeture à raison de 0,7 kg/m² par couche

Éléments complémentaires :

- Plinthes en résine
- Enduit époxydique de bouchage
- Système de joint adapté
- Choix du type de finition (couleur, mate, brillante etc)

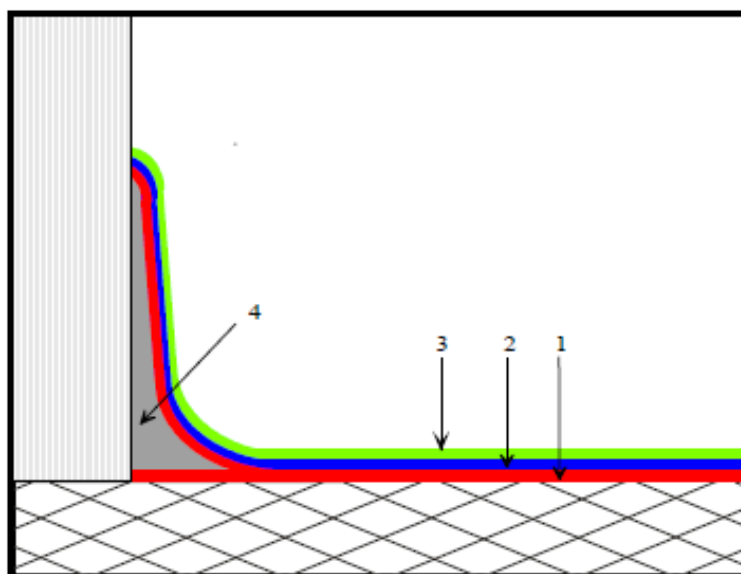
Localisation :

- Division 1 Douches, sols et murs RDC, R+1, R+2, R+3
- Division 3 Douches et LT, sols et murs QD, QI et R+2

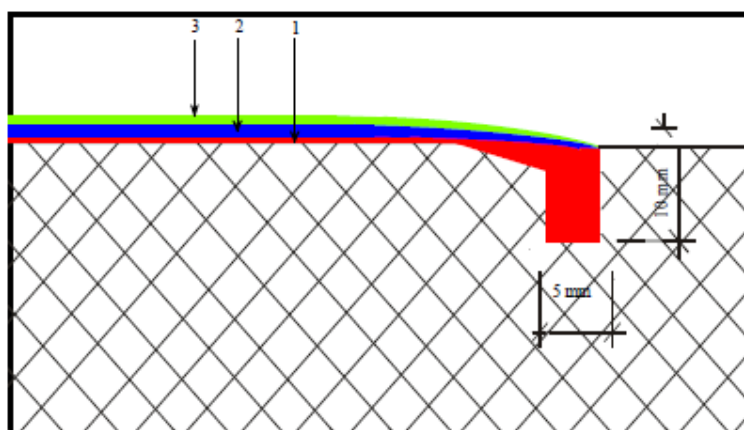
Intervention :

- D1-RDC Phase 22 / 23 / 24
- D1-R+1 Phase 34 / 35 / 36
- D1-R+2 Phase 46 / 47 / 48
- D1-R+3 Phase 67 / 68 / 69
- D3-QD
- D3-QI y compris dans ouverture de trappe d'accès robinet
- D3-R+2

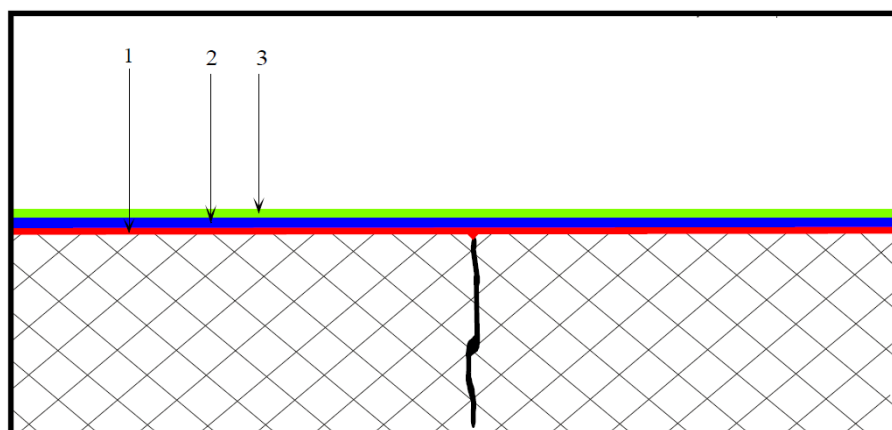
Détail gestion d'étanchéité points singuliers : Jonction Sol et mur



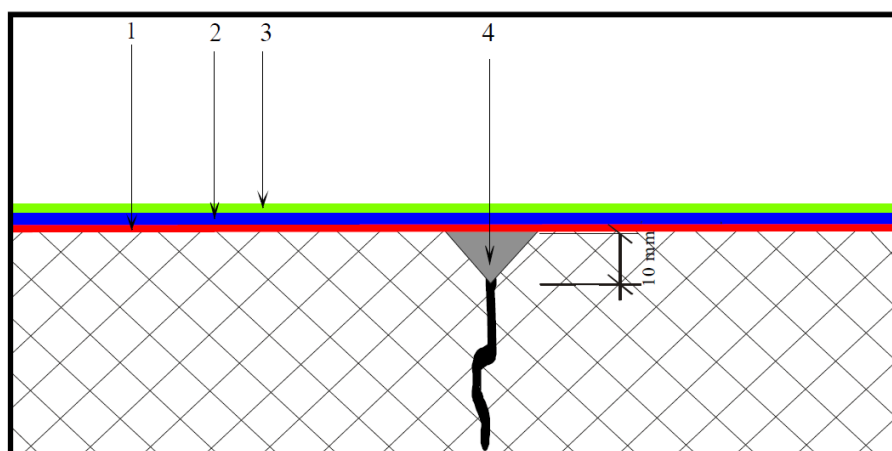
Détail gestion d'étanchéité points singuliers : Jonction entre revêtement et support



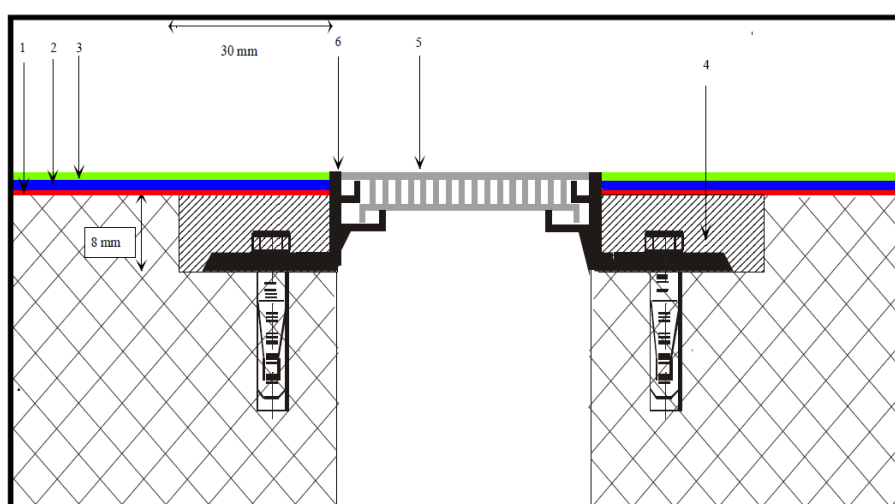
Détail gestion d'étanchéité points singuliers : Fissures ou interstices inférieur à 3mm



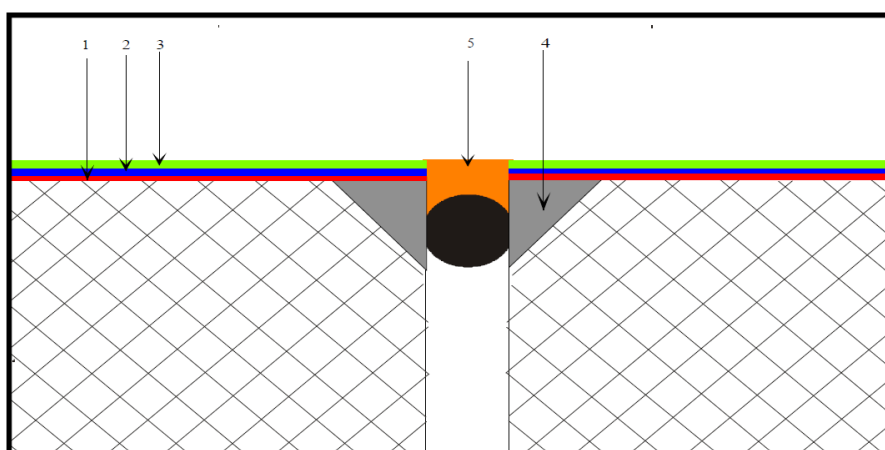
Détail gestion d'étanchéité points singuliers : Fissures ou interstices comprise entre 3 et 8 mm



Détail gestion d'étanchéité points singuliers : Jonction entre revêtement et siphon



Détail gestion d'étanchéité points singuliers : Jonction au droit du joint de dilatation



5.2 PEINTURE RÉSINEUSE MURALE :

Les travaux consistent à assurer l'étanchéité complète des murs dans les espaces concernés, par l'application d'une peinture résineuse étanche.

Préparation du support :

L'entreprise sera tenue de réaliser une préparation de support de manière irréprochable. La préparation comprend notamment (liste non exhaustive) :

- Le bouchement des fissures et interstices de l'ensemble des surfaces et des jonctions par la mise en œuvre d'un enduit adapté
- La mise en œuvre de plinthes adaptés au droit des jonctions sols et murs et la gestion de la jonction entre la résine de sol et la finition murale pour l'obtention d'une étanchéité parfaite de l'ensemble et d'une adhérence accrue sur les différents supports.
- La mise en œuvre de joints au droit des éléments singulier (points de fixation des équipements des locaux)

La mise en œuvre devra être réalisée par une entreprise qualifiée et assurée pour ce type de travaux.

Étanchéité :

L'étanchéité des murs sera assurée par la mise en œuvre d'une Peinture laque époxy bi-composant, conforme aux normes en vigueur, avec les spécificités suivantes :

- Recouvrement total des parois murales avec une application continue de la peinture et gestion de la jonction avec la résine de sol afin d'assurer une parfaite étanchéité de l'ensemble.
- La peinture utilisée devra être résistante aux produits chimiques, à l'usure et offrir une grande durabilité.
- Classement au feu : la résine devra respecter la classe M2, garantissant une faible inflammabilité.
- Finition : la surface sera lisse et homogène, assurant une facilité d'entretien.

Conditions d'application :

- Les supports devront être parfaitement propres, secs, et dépoussiérés avant l'application des produits. L'entreprise devra réaliser une aspiration totale de la zone de travaux pour éliminer un maximum de fines poussières.
- Les produits utilisés devront être conformes aux normes en vigueur, notamment pour la résistance aux agressions extérieures et la sécurité incendie.
- Les températures d'application devront être comprises entre 10°C et 30°C, avec une hygrométrie contrôlée pour garantir l'adhérence et l'efficacité des produits.
- Des tests d'humidité dans les parois devront être réalisés avant toute pose de revêtement de finition, si les résultats suite au test d'humidité ne sont pas satisfaisant, l'entreprise devra traiter les locaux pour réévaluer le taux d'humidité jusqu'à obtenir des données acceptables respectant les conditions de mise en œuvre.

Contrôles et réception :

- L'entrepreneur fournira les fiches techniques et certificats de conformité des produits avant leur mise en œuvre.
- Un contrôle visuel de la continuité de l'étanchéité sera effectué en fin de chantier.
- La réception des travaux se fera après vérification de la bonne application des produits et de leur efficacité à garantir l'étanchéité des surfaces traitées.

Caractéristiques principales :

- Aspect laque brillante
- Peinture haute adhérence
- Protection de l'ensemble par un film étanche dur et durable dans le temps
- Peinture résistante aux chocs et à l'abrasion ainsi qu'aux produits chimiques usuels

- Facile d'entretien de la paroi
- Applicable en couche forte épaisseur et sur différents types de supports
- Peinture autolissant et autonivelante
- Choix des coloris large (teintes à la demande)
- Étanchéité aux liquides et à la vapeur d'eau
- La peinture résineuse sera accompagnée d'un durcisseur (kit prédosé)

Localisation :

- Division 1 Douches, sols et murs RDC, R+1, R+2, R+3
- Division 3 Douches et LT, sols et murs QD, QI et R+2

Intervention :

- D1-RDC Phase 22 / 23 / 24
- D1-R+1 Phase 34 / 35 / 36
- D1-R+2 Phase 46 / 47 / 48
- D1-R+3 Phase 67 / 68 / 69
- D3-QD
- D3-QI y compris dans ouverture de trappe d'accès robinet
- D3-R+2

5.3 PEINTURE :

Avant toute intervention les ouvrages adjacents seront protégés. Il ne sera toléré aucune marque ou salissure sur les ouvrages existants, sur les ouvrages des autres lots ou sur les propres ouvrages de l'entreprise du présent lot. Pour la structure, l'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour protéger l'ensemble des ouvrages métalliques contre toutes dégradations liées à l'environnement (locaux humides notamment). Les structures devront ne comporter aucun défaut et devront rester pérennes dans le temps.

Des tests d'humidité dans les parois devront être réalisés avant toutes pose de revêtement de finition, si les résultats suite au test d'humidité ne sont pas satisfaisant, l'entreprise devra traiter les locaux pour réévaluer le taux d'humidité jusqu'à obtenir des données acceptables respectant les conditions de mise en œuvre.

5.3.1 SOLS ET MURS SURFACES BÉTONS :

L'entreprise du présent sera chargée de la mise en peinture des sols et murs des cellules et des différents locaux techniques. Une préparation du support avant mise en peinture sera à réaliser. Les parois réceptionnées devront être lisses et planes. Avant l'application de la peinture sur parois dures (béton), les supports seront préparés comme suit :

- Nettoyage et brossage des surfaces pour éliminer toutes les impuretés, poussières et résidus susceptibles d'affecter l'adhérence de la peinture.
- Corrections et ratissage : Les fissures, aspérités et défauts de surface seront corrigés à l'aide d'un enduit adapté afin de garantir une surface lisse et régulière.
- Mise en peinture : Application d'une peinture spécifique adaptée aux plafonds en béton, assurant une protection durable et esthétique.
- Classement au feu : M1 minimum

Localisation :

- Division 1 Cellules et LT RDC, R+1, R+2, R+3
- Division 3-QD en coursive une reprise de peinture compris toutes préparation de support.
- Division 3-QI et R+2 Douches et LT en plafonds.

Intervention :

- D1 RDC Phase 22 / 23 / 24
- D1 R+1 Phase 34 / 35 / 36
- D1 R+2 Phase 46 / 47 / 48

- D1 R+3 Phase 67 / 68 / 69
- D3-QD
- D3-QI et R+2

La mise en peinture des murs comprend également les parois des ouvertures (tableaux, linteaux etc).

5.3.2 PLAFONDS TECHNIQUES ET DOUBLAGES :

Les plafonds des cellules seront peints par l'entreprise du présent lot. Une préparation du support est attendue de la part de l'entreprise pour réceptionner une finition lisse et pérenne. La peinture des plafonds comprend également les retombées de plafonds et tous éléments de doublages.

Les plafonds des douches seront peints de manière similaire à celle des plafonds de cellules, une peinture hydrofuge sera mise en œuvre pour s'adapter au milieu humide des locaux. Classement au feu : M1 minimum

Localisation :

- Division 1 Douches et Cellules RDC, R+1, R+2, R+3
- Division 3-QD en plafonds

Intervention :

- RDC Phase 28 / 29
- R+1 Phase 40 / 41
- R+2 Phase 61 / 62 / 63 / 64 / 65
- R+3 Phase 73 / 74
- D3-QD

5.3.3 PEINTURE SUR MÉTAUX FERREUX :

Les travaux de peinture sur métaux ferreux concernent la protection et la finition des surfaces métalliques à l'aide de produits en phase solvant, suivant les prescriptions techniques ci-dessous.

Travaux Préparatoires :

Avant toute application de peinture, les surfaces métalliques devront faire l'objet des travaux préparatoires suivants :

- Nettoyage et dégraissage des surfaces pour éliminer toutes les impuretés et traces de graisse
- Grattage de la calamine afin de retirer les résidus de fabrication présents à la surface du métal
- Brossage de la rouille pour enlever les oxydations superficielles
- Dépoussiérage minutieux pour garantir l'adhérence des couches de peinture

Retouches et Protection :

Si nécessaire, des retouches seront effectuées sur les parties où la protection initiale est insuffisante. Les retouches comprendront l'application :

- D'une couche de primaire antirouille à base de résines alkydes et de pigments anticorrosion, en phase solvant (famille I, classe 4a). Cette couche assurera une protection optimale contre la corrosion.

Application des Couches de Peinture :

L'application des couches de peinture se fera en plusieurs étapes, selon les prescriptions suivantes :

Couche intermédiaire :

- Application d'une couche de peinture laque tendue haute durabilité, aux résines alkydes uréthannes, en phase solvant (famille I, classe 4a).
- Cette couche vise à renforcer l'adhérence de la finition et à améliorer la résistance globale du revêtement.

Couche de finition :

- Application d'une seconde couche de peinture laque tendue, haute durabilité, également à base de résines alkydes uréthannes en phase solvant (famille I, classe 4a).
- Cette couche assurera une protection finale ainsi qu'un rendu esthétique de qualité.

Classement d'Aspect et Finition :

- Aspect final : Mat.
- Couleur : À définir par le Maître d'œuvre parmi la gamme de couleurs proposées par le fabricant.
- État de finition : Les exigences particulières (finitions spécifiques, textures, etc.) seront précisées au cas par cas en fonction des besoins du projet.
- Classement au feu : M1 minimum

Contrôle et Validation :

Avant la réception des travaux, un contrôle qualité sera effectué pour vérifier :

- L'adhérence des couches de peinture ;
- L'homogénéité de l'application et l'absence de défauts visuels (coulures, bulles, etc.) ;
- Le respect des couleurs et de l'aspect définis par le Maître d'œuvre.

Localisation :

- Division 1 Douches et LT RDC, R+1, R+2, R+3
- Division 3 toutes zones

Intervention :

- À définir en phase travaux

5.3.4 PEINTURES SUR BOISERIES :

Les travaux de peinture sur boiseries intérieures, incluant les portes RIEP et autres éléments en bois.

Préparation des surfaces :

- **Ponçage** : Toutes les boiseries doivent être soigneusement poncées pour éliminer les aspérités, les anciennes couches de peinture écaillée et garantir une bonne adhérence des couches de peinture.
- **Nettoyage** : Dépoussiérage et nettoyage des boiseries pour enlever toutes les particules et résidus après ponçage.
- **Réparation** : Rebouchage des fissures, des trous et des défauts à l'aide d'un enduit spécifique bois, puis lissage des réparations.

Application d'une sous-couche :

- Une sous-couche d'apprêt adaptée au bois (à base d'eau ou à base de solvant, selon la nature des boiseries et du produit final) devra être appliquée afin d'assurer une bonne adhérence de la peinture de finition et de protéger le bois contre l'humidité et les variations de température.
- Les délais de séchage devront être strictement respectés, conformément aux recommandations du fabricant.

Application des couches de finition :

- **Nombre de couches** : Application d'au moins deux couches de peinture de finition sur toutes les surfaces, après le séchage complet de la sous-couche.
- **Finition** : La finition (mate, satinée ou brillante) devra être choisie en fonction des prescriptions du maître d'ouvrage. Les travaux doivent garantir un aspect homogène, sans coulures, bulles ou irrégularités.

Protection des ouvrages adjacents :

- Toutes les surfaces non concernées par la peinture (murs, sols, vitres, ferrures, etc.) doivent être protégées par des bâches, adhésifs ou autres moyens appropriés avant le début des travaux.

Nettoyage :

- Un nettoyage soigné des zones de travail doit être effectué à la fin de chaque intervention, ainsi qu'à la réception des travaux.
- Tous les résidus de peinture et de solvants doivent être éliminés conformément aux réglementations environnementales.

Normes et certifications :

Les produits utilisés devront être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur, notamment les normes :

- **NF EN 13300** pour la classification des peintures en fonction de leur résistance et de leur aspect.

- Classement au feu : M1 minimum

Essais et contrôles de conformité :

- La conformité de la mise en œuvre devra être vérifiée par le maître d'œuvre après chaque phase (préparation, sous-couche, finition).
- En cas de non-conformité, les travaux devront être repris sans frais supplémentaires pour le maître d'ouvrage.

Localisation :

- Division 1 Cellules et LT RDC, R+1, R+2, R+3

Intervention :

- À définir en phase travaux

5.3.5 RETOUCHES DE PEINTURES :

L'entreprise devra réaliser des retouches de peintures au droit des parois ou éléments ayant pu être marqués (toutes zones). La quantité de retouches à réaliser sera vu en phase travaux. Les supports seront préalablement préparés par l'entreprise du présent lot de sorte que la peinture reste pérenne dans le temps.